

Enbata

Un Kurdistan occidental

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
16 août 2012
n° 2240
1,30 €

François Alfonsi

**L'espace politique
de RPS**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Frontières

Il est de bon ton de se déclarer opposé aux frontières, y compris dans nos milieux abertzale. Nous nous récrions souvent: pas question de créer de nouvelles frontières! Au nom de l'ouverture à l'autre et à l'universel, des citoyens du monde, du village global planétaire, de la lutte contre le repliement identitaire et le communautarisme, de l'internationalisme... Nous avons longtemps réclamé la chute des frontières européennes, la franco-espagnole qualifiée dès les débuts de ce journal de «*Mur de la honte*», nous apparut négatrice de notre unité culturelle et historique.

La période estivale propice aux voyages, nous fait reprendre contact avec cette espèce oubliée, le douanier et le protocole juridique qui l'accompagne. Elle nous fait rencontrer le paysan en voie de disparition, les foies de canard hongrois vont l'achever. Dès le démantèlement des frontières économiques, l'agro-industriel voisin a investi dans ce pays. L'été nous réserve aussi dans la partie sud de notre Pays Basque quelque expérience ineffable: en Biscaye et en Gipuzkoa, vous demandez en euskara votre chemin, le quidam bredouille une réponse... en anglais! Rien de mieux pour se sentir étranger sur son propre territoire, tel le dernier des Mohicans. Régis Debray —voici quelques décennies incarcéré, expulsé, reconduit à la frontière— est l'auteur depuis un an d'un petit livre revigorant qui bouscule les idées reçues: Eloge des frontières. Que nous dit-il? Que la frontière est la meilleure et la pire des choses, à la fois remède et poison, question de dosage. Construction artificielle, aussi amère que paradoxale. Les conflits frontaliers sont partout, comme un retour du refoulé. Mais tout ce qui vit a besoin d'être circonscrit, la frontière devient dès lors un moyen de sauvegarde du vivant, un vaccin contre l'épidémie des murs, un remède à l'indifférence. Grâce à une frontière, on reconnaît qu'il y a l'autre, de l'autre côté, que vous pouvez aller chez l'autre et qu'il peut venir chez vous à certaines conditions. La frontière est une limite hospitalière garante de la diversité du monde, elle est la meilleure amie du cosmopolitisme et de l'hospitalité. Pour accueillir autrui, il faut ouvrir sa porte, se tenir sur le seuil.

La frontière est une marque de modestie: je ne suis pas partout chez moi. Les pays qui se croient partout chez eux pratiquent l'impérialisme. Tracer le périmètre, c'est poser qu'à l'intérieur d'un corps social, n'importe qui ne peut pas faire n'importe quoi. Si les riches survolent la terre, le seul actif des pauvres est leur territoire. Les dépossédés ont intérêt à une démarcation franche et nette. Le fort ne doit pas être partout chez lui, il doit passer la formalité d'une frontière. Comme pour «*le renard libre dans le poulailler libre*», l'idéologie du sans-frontière est l'idéologie du riche et du fort.

On peut toujours passer la frontière, mais on ne peut pas se passer de frontière. Il est bon que la frontière soit une passoire qui contrôle, qui régule, sinon c'est le rapport de force, la loi de la jungle, et dans la jungle, pas de frontière, pas de droit. La frontière est d'abord le bouclier des humbles contre l'ultra-rapide, l'insaisissable et l'omniprésent.

Quant au besoin d'appartenance, il possède son thermostat caché: quand on ne sait plus qui l'on est, on est mal avec tout le monde, et d'abord avec soi-même. Un pays comme un individu peuvent mourir de deux manières, dans un étouffoir ou dans les courants d'air. Un peuple peut se perdre par ségrégation murée dans le particulier et par dilution dans l'universel.

Tant qu'il n'y a pas de consensus sur le cadre territorial, une démocratie reste fragile, voire illégitime. Un peuple, affaire à la fois sulfureuse et fantasque, est une question de mythe et de formes. Sont demandées une légende et une carte, des ancêtres et des ennemis. Un peuple, c'est une population, plus des contours et des contours.

Les détracteurs de Régis Debray ont très vite dénoncé le retour de Barrès et Joseph de Maistre, l'eau apportée aux moulins de Sarkozy et Le Pen. Rien n'est moins sûr. Eloge des frontières éveillera chez le lecteur abertzale qui prendra la peine de le lire, un écho singulier. Comme en creux, tant notre drame historique est celui d'un pays dominé, dépourvu de souveraineté, sans frontière.

Iosu Uribetxaberría

Preso bat hiltzen ari da. Iosu Uribetxaberría minbizian azken fasean dago, eta oraino preso dago, hainbat aldiz eta hainbat eragilek presoak aske uzteko galdegin badute ere. Egoera larri horren aitzinean, "*duintasunaren*" izenean, presoak gose greba hasi du, nahiz eta jakin bere osagarri egoeran ez duela anitz denbora iraunen. Elkartasunez, beste dozenaka presok hasi dute gose greba. ETak borroka armatua behin betiko utziko zuela iragarri zuenetik tentsio memento gogorrenetarik batean dago Euskal Herria, eta tentsioa oraino handiagoa izanen da, presoak hiltzen baldin bada. 1999an Esteban Nieto presoak egon zen minbizian azken fasean. Azkenean, noizbait, askatu zuten, eta handik hilabete gutxira hil zen, Lizarra-Garaziko prozesua oraino martxan zenean. Prozesuak ez zuen luzaz iraun, handik bizpahiru hilabetera hautsi baitzuen su-etena ETak. Nietoren heriotzak kale-borroka eta gainerako tentsioak handitu zituen. Orduan ere Espainiako gobernuan zegoen PPK lortu zuen bakerako itxaropen guztiak lurperatzea, giroa heriotzeraino txartuz. Hala ere, su-etenen haustearren arrazoi gisa, EAJK eta EAK izenpetu zuten akordioa ez errespetatzea izan zela esplikatu zuen ETak, ETak ez baitzuen Espainiako Gobernuarekin hitzartu armen isilaraztea.

Aldi honetan gertatzen denak ere baditu ordukoaren ezaugarriak: deusetan urratsik egin nahi ez duen PP gobernuan,

presos bat hiltzen ari, ETaren su-etena... PP ezker abertzaleko militanteen eta ETako kideen pazientziarekin jostatzen ari ote da, behingoz lehengo egoerara itzul daitezkeen borroka armatuari berriz lotuz? Baina Lizarra-Garaziko prozesuarekin lotua zen su-etena desberdina zen: EAJrekin hitzartua zen, eta ez zen behin betikoa; hamalau hilabete baizik ez zuen iraun, eta su-etena hautsi aitzineko hilabeteetan ere erakutsi zituen ETak su-etena hautsi zitekeelako hipotesiak. Orain ez da horrelakorik. Badira hiru urte ETak ez duela atentaturik egin, bi urte beteko dira atentaturik ez egiteko erabakiaren berri eman zuenetik, eta laster urtea borroka armatua behin betiko uzten zuela jakinarazi zuenetik. Geroztik ez da agertu borroka armatua berriz hasteko mehatxurik.

Ezker abertzaleak ulertu du borroka armatuaren estrategiak kalte baizik ez zuela egiten, eta PPren asmoak zein diren ere garbi ageri da. Hori ikusirik, egoera gogorrenen aitzinean ere, itxura guztien arabera, borroka armatua ez da berriz hasiko. Herri honek beste bide eta estrategia batzuk erabiliko ditu, bide lagun berriekin. Engoitik ez da duda handirik Uribetxaberría hilen dela, presondegian ez bada, presondegitik atera eta epe laburrera. Baina gertakari larri hori ez bedi izan prozesua hau gelditzeko arrazoia, baizik eta PPren aitzinean oraino indar eta babes gehiago hartzekoa.



Vers un « Kurdistan Occidental »

David Lannes

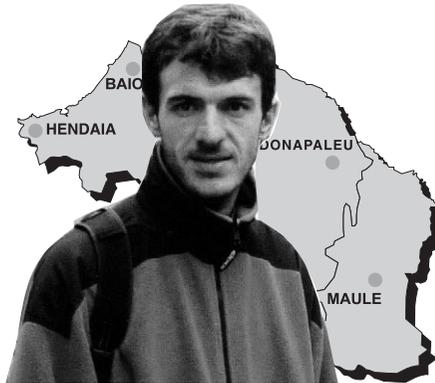
C'est en saisissant les possibilités offertes par le délitement du régime de Saddam Hussein à la fin de la première guerre du Golfe que les Kurdes d'Irak ont bâti leur autonomie. La «*Région autonome du Kurdistan*» (ou Kurdistan irakien) est aujourd'hui une entité fédérale autonome regroupant environ 5 millions de personnes et reconnue internationalement. Les Kurdes de Syrie semblent bien décidés à suivre l'exemple de leurs cousins irakiens, et dans les provinces du Nord-Est de la Syrie, où l'emprise du régime de Bachar el-Assad se relâche, le «*Kurdistan occidental*» prend forme...

Focalisé sur la bataille d'Alep, Bachar el-Assad a choisi de faire appel à ses troupes loyales positionnées dans les provinces périphériques. Presque immédiatement, dans les zones kurdes du Nord-Est de la Syrie, des milices kurdes ont pris le contrôle de plusieurs grandes villes. La rapidité de cette opération contraste avec l'attentisme des Kurdes depuis le début des soulèvements en Syrie. Les différentes formations kurdes étaient en effet divisées sur cette question. La plus puissante d'entre elles, le Parti de l'Union Démocratique (PYD, généralement présentée comme le bras politique du PKK en Syrie) avait en effet choisi de soutenir le régime d'el-Assad alors que le Conseil National Kurde (KNC, une coalition d'une douzaine de partis) était plus proche de la rébellion. C'est à Masoud Barzani, Président du Kurdistan irakien que l'on doit le rapprochement de ces deux formations rivales. Réunis sous son égide à Erbil, en Kurdistan irakien, le PYD et le KNC ont créé et intégré une nouvelle structure chargée de gouverner les zones kurdes «*libérées*». Cet accord comporte également un volet militaire, avec la création d'«*Unités de Protection Populaire*» kurdes, en partie entraînées au Kurdistan irakien, et dont on a pu ces jours-ci constater l'efficacité.

Défendre leur région

L'alliance des différentes formations kurdes après des années de dissensions attisées par le régime syrien a été facilitée par le manque de crédibilité du Conseil National Syrien (CNS) sur le dossier kurde, et plus généralement en matière de respect des droits des minorités. Il est vrai que les trois parrains de cette coalition d'opposants au régime syrien – l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie – ne jouissent pas d'une réputation reluisante en la matière. Certes, le CNS a bien tenté de faire illusion en se dotant, le 6 juin dernier, d'un président kurde... Mais moins d'un mois plus tard, le KNC claquait la porte du CNS qui s'obstinait à exiger que la Syrie soit considérée comme une «*nation arabe*».

Cette prise de distance de la rébellion kurde avec les opposants arabes au régime d'el-Assad s'observe aussi au niveau militaire entre les «*Unités de protection*» kurdes et l'Armée Libre de Syrie (ALS). S'expliquant sur le fait que les combattants kurdes n'aient pas laissé l'ALS pénétrer sur leur territoire, le vice-président du PYD a fait savoir «*que [les*



Kurdes] n'ont pas pris la décision d'affronter l'ALS, mais [ils] doivent défendre leurs régions eux-mêmes». De son côté, le vice-commandant en chef de l'ALS a fait savoir que si les Kurdes faisaient un pas vers la création de leur propre Etat au sein de la Syrie, «l'ALS ne les laisserait jamais faire». On a déjà vu entente plus cordiale entre alliés de circonstance...

Une autonomie de facto

Les Kurdes ne semblent pas s'en soucier outre mesure, et alors que le CNS est paralysé par d'innombrables dissensions internes, ils s'organisent sur le terrain: écoles de langue kurde, comités de protection, réflexion sur les services publics, etc., fleurissent dans les zones sous leur contrôle. Quel que soit le nouveau pouvoir qui émergera des affrontements actuels, il devra composer avec une autonomie kurde de facto... exactement comme ce fut le cas en Irak.

Il va sans dire que cette perspective ne réjouit pas la Turquie qui soupçonne el-Assad d'avoir volontairement soutenu les Kurdes de Syrie. «*Dans le Nord, a ainsi déclaré le Premier ministre Erdogan, Assad a déjà alloué cinq provinces aux terroristes*». Erdogan n'a d'ailleurs peut-être pas complètement tort car les Kurdes se sont emparés du pouvoir sans avoir à combattre, ou presque pas... Cela ne change rien au problème de la Turquie qui redoute que la création d'un «*Kurdistan occidental*» autonome ne ravive les revendications des Kurdes de Turquie, et ne serve de base arrière au PKK. Le ministre des Affaires Etrangères turc a donc clairement fait savoir que son pays ne tolérerait pas «*la création d'une structure terroriste près de [la] frontière*», et Erdogan a même menacé d'intervenir sur le territoire syrien: «*C'est notre droit le plus naturel puisque ces formations terroristes troubleraient notre paix nationale*». Une paix nationale toute relative puisque la guérilla du PKK redouble d'intensité et que l'armée turque vient de mobiliser 2000 hommes à la frontière irakienne. Il serait probablement bien plus profitable à la «*paix nationale*» que la Turquie prenne acte de la création du «*Kurdistan occidental*» comme elle a si bien su le faire avec le Kurdistan irakien...



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

●●● et réjouit que le maire de Donosti, Juan Karlos Izagirre, décide de ne pas renouveler en 2013 le contrat de concession des arènes à toit ouvrant d'Illube. Catalogne, Gipuzkoa, même combat: pas de corrida!

●●● que la querelle hispano-marocaine pour la possession du rocher de Peresil fasse école dans la rivalité entre Coréens et Japonais pour la souveraineté de la petite île de Takshima. Un tsunami arrangerait tout le monde!

●●● et réjouit de la découverte de vastes réserves d'eau douce dans le sous-sol africain. A 300 m de profondeur, 5 milliards de m³ d'eau, peut-être trois fois plus. Vingt fois le volume d'eau douce de tous les lacs africains. Qui va creuser? Les Africains! Qui prendra les royalties?

●●● et réjouit du soulagement de François Hollande procuré par le feu vert du Conseil constitutionnel estimant qu'une simple loi votée à la majorité suffisait pour la Règle d'or budgétaire européenne. Un petit suppositoire de croissance fera passer le tout.

●●● que la multiplication des radars routiers de Sarkozy rapportent un max au gouvernement socialiste: 700 millions d'euros. Conducteurs, roulez plus vite il faut rembourser la dette!

●●● pas tant que ça de la facture rétroactive GDF - Suez de 290 millions d'euros, à régler sur 18 mois à partir de décembre, à cause du gel des tarifs décidé en 2011 par le gouvernement Fillon. Les compteurs du Sarkozysme ne seront donc jamais remis à zéro?

L'Université d'été RPS à Biarritz

Figure de proue de Régions et Peuples Solidaires, François Alfonsi, député européen, restitue l'action de cette fédération originale qui tient la semaine prochaine en Pays Basque son université d'été.

Cent cinquante militants et élus sont attendus. Deux tables rondes seront organisées sur le conflit basque et l'institution spécifique pour Iparralde.

Enbata: RPS tient ses prochaines Universités d'été, du 21 au 23 août en Pays Basque, au Lycée hôtelier de Biarritz. Peux-tu nous faire un bref historique de la fédération RPS et de ses universités d'été?

François Alfonsi: Régions et Peuples Solidaires est à l'origine le nom de la liste commune que nous avons présentée aux élections européennes de 1994, Corses, Basques, Bretons, Occitans, Savoyards, Alsaciens, Catalans avec Max Simeoni comme tête de liste. Max venait de terminer son mandat européen, et il était important de lui donner une suite politique. La Fédération RPS a été créée un an plus tard, et depuis 14 ans elle tient chaque année un événement de type « Université d'été et Congrès », tel que celui que nous organisons à Biarritz ces prochains jours, les 21 et 22 août (Université d'été) et le 23 août (Congrès).

Durant toutes ces années, la Fédération R&PS s'est affirmée. Elle s'est élargie avec l'adhésion de nouveaux membres dans différents territoires. Dans le même temps d'autres se sont rapprochés entre eux et ne font plus qu'un. Et, depuis le Congrès de Corti en 2008, R&PS s'est ouverte au mouvement berbère en étant rejointe par le Congrès Mondial Amazigh.

Depuis sa création, RPS a fait preuve de continuité et de dynamisme. Elle est devenue une expression politique majeure de la diversité culturelle et des droits des peuples vivant dans l'Hexagone, et elle nous a donné une interface collective avec le niveau européen -un grand nombre d'entre nous sont aussi membres de l'Alliance Libre Européenne-, et avec les formations politiques françaises, notamment, bien sûr, les écologistes.

La Fédération a aussi permis de nombreux échanges entre nos cadres qui se retrouvent chaque été, et une solidarité réelle s'est forgée entre les mouvements autour de nos choix politiques. C'est ainsi que nous

avons renoué avec les Verts en 1999, et signé avec eux un accord lors des européennes, accord renouvelé en 2004, puis prolongé avec la création d'Europe Ecologie en 2009 et mon élection au Parlement européen.

Enb.: Les dernières législatives ont permis l'affirmation de RPS dans le paysage politique français avec notamment l'élection du député breton Paul Molac qui sera au rendez-vous de Biarritz. Comment s'est articulée la stratégie d'alliance qui a permis cette avancée?

F.A.: C'est d'avoir su inscrire la stratégie R&PS sur le long terme qui nous permet au-

“R&PS mènera à Biarritz les débats qui définiront son action politique dans l'année qui vient. Il nous faudra peser autant que possible sur les débats autour de la future réforme institutionnelle que doit initier la gauche, trente ans après les premières lois de décentralisation.”

“Nous ne pourrions être de cette majorité que si des avancées substantielles interviennent, et particulièrement pour ce qui concerne la prise en compte des réalités spécifiques, historiques et culturelles, de nos peuples.”

régionales, la dynamique des européennes a donné à nouveau de bons résultats électoraux, notamment pour les Occitans (des élus en Provence, Midi-Pyrénées, Auvergne et Aquitaine), ou encore le Mouvement Région Savoie et le mouvement amazigh qui ont eu pour la première fois chacun un élu



Eva Joly et François Alfonsi

aujourd'hui d'enchaîner les objectifs avec une totale cohérence entre nous. Mon élection au Parlement européen a initié un cycle. Notre poids collectif a permis alors de négocier dans le Sud-Est, avec les Occitans et les Savoyards, une place éligible, avec l'appui aussi bien des Bretons à l'Ouest que des Basques et des Catalans dans le Sud Ouest, ou des Alsaciens à l'Est. Puis, aux

en Rhône Alpes. Une possibilité s'est présentée en Euskadi avec la candidature au Sénat de Sauveur Bacho. Il n'a pas réussi, mais sa campagne a beaucoup contribué à nous consolider, à renforcer le mouvement abertzale et à relancer la démarche en faveur d'une Collectivité à Statut Spécifique pour le Pays Basque. Pour la candidature de Paul Molac en Bre-

PIERRE-EMMANUEL NEUROHR, MILITANT ECOLOGISTE

Vous êtes des génocidaires... et je vais me battre contre vous !



Né juste avant Mai 68, militant écolo depuis vingt-cinq ans, ancien salarié de Greenpeace, fondateur du Centre national d'information indépendante sur les déchets (Cniid), Pierre-Emmanuel Neurohr a passé sa vie dans des associations de protection de la nature. Quelques semaines avant de passer à l'action (qui lui a valu une condamnation pour «tentative d'entrave à la navigation aérienne»), Pierre-Emmanuel Neurohr a publié le texte ci-après permettant de comprendre l'urgence climatique dans laquelle nous nous trouvons.

“La machine appelée “avion” est la machine la plus efficace pour détruire le climat.”

Dans quelques jours, je vais aller sur la piste de l'aéroport Charles-de-Gaulle afin d'arrêter une machine utilisée par des extrémistes s'apprêtant à détruire le climat de la planète et provoquer un génocide.

Je risque la prison. Les raisons de mon acte, évidentes en 2012, sont les suivantes.

1,5t de CO2 / an / être humain

Les scientifiques sont arrivés à la conclusion que, pour ne pas détruire le climat de la terre, il faut que chaque être humain n'y déverse pas, grosso modo, plus de 1,5 t de CO2 par an⁽¹⁾.

Un seul voyage Paris-Montréal, pour ne prendre qu'un exemple, pollue l'atmosphère en y déversant plus de 2,5 t... en quelques heures⁽²⁾. La machine appelée “avion” est la machine la plus efficace pour détruire le climat, et son utilisation est – stricto sensu – incompatible avec un climat permettant la vie. Il faut donc l'interdire⁽³⁾.

Vous pouvez vous rouler par terre, geindre, pleurnicher comme un enfant gâté, ou insulter la personne qui vous fournit cette information. Quand vous aurez fini, ô surprise, 2,5t en quelques heures seront toujours mathématiquement grossièrement incompatibles avec une limite de 1,5t par an.

Or la destruction du climat de la terre aura une conséquence, et une seule, qui vaille la peine d'être évoquée, vu le temps qu'il nous reste pour réagir. Il ne s'agit pas de la disparition du papillon à antennes rétractables, ou de la grenouille mélomane, même si le fait de pousser à l'extinction des espèces vivantes n'est pas à proprement parler glorieux. En 2012, avec le luxe de détails dont nous disposons, il est évident que la conséquence directe de la destruction du climat est un génocide... d'êtres humains.

Les problèmes ont déjà commencé

Les études scientifiques les plus récentes prévoient d'ici 2100 une augmentation du niveau des océans entre 80 cm et 2 m⁽⁴⁾. Pour ne prendre qu'un exemple, à 60 cm d'élévation, 80 % de la riziculture du Vietnam sera détruite⁽⁵⁾. Dans ces conditions, réussir à ne pas parler de génocide est clownesque et lâche⁽⁶⁾.

Bien entendu, les problèmes ne commenceront pas en 2099.





Pierre-Emmanuel Neurohr

En fait, ils ont déjà commencé⁽⁷⁾. Les sécheresses à venir, quant à elles, vont griller des parties entières du globe et rendre l'agriculture impossible ; des régions telles que le pourtour méditerranéen seront en situation de sécheresse quasi-permanente dans moins de 20 ans, selon l'ensemble des analyses scientifiques⁽⁸⁾. Détruire le climat de la planète provoquera un génocide, principalement par famine.

Solution finale et Croissance Economique

Je n'ai pas l'intention de faire une seule égratignure à la machine génocidaire que je veux arrêter, et je serai non-violent. Toute personne qui aurait recours à la violence aujourd'hui est stupide et abjecte. Je vais me battre, de manière non-violente, parce que ma morale la plus basique ne me laisse pas le choix. Et aussi parce que je ne veux pas qu'il puisse être dit que le pays qui a vu naître Jean Moulin et Lucie Aubrac, que dans ce pays, aucun citoyen ne s'est battu contre le génocide qui commence sous nos yeux⁽⁹⁾. Je ne parle pas de la position de commentateur sportif qu'on adoptés les écologistes, dont l'autre principale activité consiste à faire du théâtre pour les médias⁽¹⁰⁾. Je dis : "se battre". Et je ne dis pas "changement climatique", "réchauffement climatique" et autres calembredaines. Je dis : "génocide".

L'historien de référence sur l'Holocauste, Raul Hilberg, raconte dans ses mémoires que durant ses recherches sur les documents d'époque, il se rendit compte que «partout où [il] regardai[t] apparaissait comme un leitmotiv le besoin des choses connues, des habitudes, de ce qui est normal». Alors que ces gens, qui se comportaient "normalement", se trouvaient «au milieu d'une destruction sans équivalents»⁽¹¹⁾. La "normalité" de la société française de 2012 fonctionne sur un mode similaire. Remplacez simplement "Solution finale" par "Croissance économique".

Dans quelques jours, je vais aller sur la piste de l'aéroport Charles-de-Gaulle pour bloquer la machine la plus destructrice qui soit en ce début de XXI^e siècle. Vous êtes des génocidaires et serez dénoncés comme tels par l'Histoire et les générations futures. Et je vais me battre contre vous. □

⁽⁷⁾«Comment apprécier l'ampleur de l'objectif qui nous est ainsi assigné ? Une première approche simple est de considérer ce qu'il représenterait si on le partageait de manière égale entre tous les habitants de la planète. Nous limiter à 3 ou 4 Gt [gigatonne, ou milliard de t] de carbone par an, alors que nous sommes 7 milliards d'individus, signifie que chacun a le droit d'émettre annuellement une demi-tonne de carbone.», *Nouveau climat sur la terre*, Hervé Le Treut (l'un des principaux climatologues français), 2009, p. 203, une demi-tonne de carbone correspondant, grosso modo, à 1,5 t de CO₂; «Pour que les concentrations en gaz à effet de serre arrêtent d'augmenter dans l'atmosphère, une règle de 3 relativement grossière entre l'absorption de dioxyde de carbone par les océans et la végétation (environ 10 milliards de tonnes de CO₂) et la population mondiale actuelle (6,8 milliards d'individus plus ou moins gourmands en énergie) suggère qu'il faudrait rejeter au plus 1,5 t de CO₂ par personne et par an en moyenne. Malgré la relative modestie des rejets de gaz à effet de serre français par rapport à ceux d'autres pays industrialisés, nos rejets pour le seul CO₂ devraient être divisés par 4 à 5 pour arrêter l'augmentation...», *Climat: le vrai et le faux*, Valérie Masson-Delmotte (l'une des principales climatologues françaises), 2011, p. 69.

⁽⁸⁾ *Un A/R 2^e classe Paris-Montréal pollue notre fine couche d'atmosphère avec 2,5 t de CO₂ par individu (tableur Ademe V6.1, septembre 2010; un aller-simple pollue avec 1248 kg).*

⁽⁹⁾ *Oui, il existe d'autres sources de gaz à effet de serre. Mais la pollution de cette machine est la plus grossière qui soit. Même en le voulant très fort, un citoyen français, en 2012, ne peut rien faire de plus destructeur du climat que de l'utiliser. A moins de s'adonner à la pyromanie.*

⁽¹⁰⁾ *Kinematic Constraints on Glacier Contributions to 21st-Century Sea-Level Rise (Contraintes cinétiques sur la contribution des glaciers à l'augmentation du niveau des mers au XXI^e siècle), Pfeffer et al., Science, 5.9.2008.*

⁽¹¹⁾ *«[La riziculture du Vietnam] est extrêmement menacée, ce qui inquiète le gouvernement, évidemment, en particulier du fait du réchauffement climatique (...). Si le niveau de la mer (...) monte de plus de 60 cm, 80% de ses surfaces seront sous l'eau de mer (...).» Jean-Charles Maillard, Directeur régional Asie du Sud-Est*

continentale du Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad), dans l'émission *Courir les champs du monde*, Culturesmonde, France Culture, 21.02.11.

⁽¹²⁾ Parfaitement, il s'agit d'un génocide : <http://parti-de-la-resistance.fr/?p=414>

⁽¹³⁾ «(...) les anomalies extrêmes du climat en été au Texas en 2011, à Moscou en 2010, et en France en 2003 n'auraient presque certainement pas eu lieu en l'absence du réchauffement climatique, avec son déplacement de la distribution des anomalies. En d'autres termes, nous pouvons dire avec un degré de certitude élevé que ces anomalies extrêmes sont une conséquence du réchauffement climatique...», *Climate Variability and Climate Change: The New Climate Dice (Variabilité du climat et changement climatique : les nouveaux dés du climat)*, J. Hansen, M. Sato, R. Ruedy, 10.11.11, p. 8.

⁽¹⁴⁾ *Drought under global warming: a review (Les sécheresses dans le cadre du réchauffement climatique : un état des connaissances)*, Aiguo Dai, WIREs Climate Change, 2010.

⁽¹⁵⁾ Je ne prétends pas avoir le milliardième du courage de ces gens-là.

⁽¹⁶⁾ Je crois avoir compris beaucoup de choses le jour où l'un des principaux organisateurs des manifestations contre la construction d'un nouvel aéroport près de Nantes m'a dit qu'il prenait l'avion quatre fois par an, et qu'il comptait bien continuer. Le côté hypocrite de la chose n'est pas ce qu'il y a de plus intéressant. Ce qui est pertinent, c'est de comprendre que ces "écologistes" n'ont aucun intérêt à ce que les choses changent. Ils ont le beurre et l'argent du beurre: ils utilisent les machines qui les placent – littéralement – parmi la jet-set, et ils ont bonne conscience. Peut-être que la raison pour laquelle la bataille environnementale a été perdue jusqu'à présent, c'est qu'il n'y a pas d'opposants, à proprement parler. Pas de femmes ni d'hommes qui se battent réellement, physiquement, frontalement contre le système idéologique qui détruit la planète et prépare un génocide. Il n'y a que des gens qui se livrent à une forme de théâtre, passent un peu dans les médias, disent que, vraiment, polluer, c'est pas bien, puis rentrent chez eux.

⁽¹⁷⁾ *Unerbetene Erinnerung (Des souvenirs que personne n'avait sollicités)*, Raul Hilberg, 1994, p. 165-166.



Udako!

Gainekotz

Udako klixka idatzi behar delarik berehala pentsatzen da: "Up!! Kasu, hunek arina izan behar du!".

Alabainan uda ez ote da laxatzeko garaia, pesta eta opor garaia, lasai izaiteko garaia... Alta...

Langileriak oporrak lortu zituelarik hasi zen udako uholdea, iparretik hegora buruz zoana, berekin oro eramaiten zuena, urtean zehar egin indarrak justifikatzen zituena.

Hemengaindi uholde hortaz behar zela baliatu pentsatu da denbora batez.

Bai, bainan zer entzuten da orai: "Jendeak ez du erosten, egunero, herri guzietan apailatuak diren merkatu, ikusgarri, ausagailuetan jendea ibilki da bainan ez du espero ginuen bezainbat diru xahutzen..."

Eta bai, bainan xahutzeko dirua behar baita...

Dirua ez ote munduan gaizkien partikatua den gauza?

Dirua bada, beti bezainbat, bainan dirua dutenak gero eta guttiago dira, gero eta diru gehiago dute, bainan horiek ez dira nun nahi ibiltzen, eta sustut ez aipatu denbora pasa horietan. Bizpahiru ozka "gorago" diren guneetan dabilta, gure hilabete sari bat gostatzen duen gaua pasatuz hotel ospetsuetan.

Jende xumeak aldiz bere egonaldiak laburtzen ditu edo ezeztatzen.

Ipar Afrikara joaiteko izan den moda ere pasatu da: bi sotesan, egonaldia eta hegazkina barne, oporrak pasatu ditugu han.

Bainan han ere jendea asalatu da eta ez gira gehiago sobera fida harat joaiteko...

Bai, iduritzen zaut udako harat-hunatak gure gizartearen osagarriaren adierazgarri direla.

Gorago aipatu uholde horren gainean "surfatzera" entseatu gira bulta batez eta uholde hori gero eta laburragoa da, gero eta surf-lari guttiago jasaiten dituen.

Hortako menturaz hobe dugu uhain ttipiangoetaz gozatzen usaturik.

GILLEN HIRIBARREN

Itsasuko Toberetako kidea

Edukia ta gaia irauli

Nor zaitugu?

Ni Gillen (edo Gillentto hurbilekoentzat), putiko lunetadun ttipi bat nauzue, bilo marroin-beltxaran motzekin (gelditzen zauzkidan azkenak...) eta karkasa kargatu batekin. Ezagutzen nautenek konfirmatuko dai(n)e. Euskaldun familia peto bateko belaunaldi gaztearen adar bat izanki, euskal kulturak aspaldian maitemindua nauka eta ikus nezaken/k leku arraroenetan "bertsulari" izenaren pean ahaleginetan, dantzari entseuetan edo/eta kantu xaramelan 4garren botzean goretetik ari (ez dakienarentzat, 4garren botza Hiribarren familiaren partikulartasun bat dun/k...bizian behin entzun beharrekoa ote? ez milesker!).

Ildo beretik, Itsasuko aktibitateetan gure ekarpena emanez, lekuko ohidurak bizirauten eta goxatzen ikasi di(n)agu. Hortan dun/k kabalkada, rol ainitzetako ikusgarri errotik laudagarria!!! Ondoko lerroetan ikus daitekeen harira, hitzordu inportantea, guretzat baita hiretzat ere irakurle!

Zer eginen duzu Toberetan?

Toberetan eginen dudanetik ez nezake segurta, urtean jada egin izan denaz bai ordea. Nik ene aldetik dantza kurtsoak eman izan ditut, administrazio papereria parte bat nere gain hartu dut, bertsularien hautaketa eta negozioa burutu dut eta errepiketan present izaiten entseatu naiz. Bainan badira ni baino ainitzez gehiago ekarri dutenak, talde lan haundia, bakotxak bere ahalen mailako ekarpenekin eraikia!

Galderari hein batean erantzuteko, hainbeste ztrez eta lan orduren ondotik, toberetan dudarik gabe eginen dudana hau izanen da: *Azkenean hatsa hartu, ta goxatu!!!*

Bertsulariek zer egiten dute Toberetan?

Kabalkadetan, Libertimenduan bezala, bertsulariak leku inportante bat du. Toberen gaia bimperraz ezar dezake eta ikuspundu berri bat atera. Usaian, antzezle eta idazleak berak asma ez zezaketen xenderak jorra ditzake, zirtzilak buluzterainoko heinean. Gaia ulertzen laguntzen du, publikoaren bigarren xantza bat bailitzan...

Bertsulari zonbaitek esperientziak erran dezaketen bezala, ez da lan hain errega; batetik bertsu eskoletan gai-librean kantatzea ez delako hainbeste lantzen eta bestetik antzerkia diseitzeko astirik gabe egin behar delako etekin berria.



Azpimarratzekoa da ere, bertsularia ikusgarri taldetik berex emana dela hein batean, egunean berean antolakuntza eta gaiaren berri izanki, kabalkada toberetako artista guziek urtea errepiketan pasatua dutelarik. Talde girotik aparte beraz...

Dena den hau gozamina publikoarekin komunikatu eta kabalkada-toberekin bat egitea lortzen delarik!!!

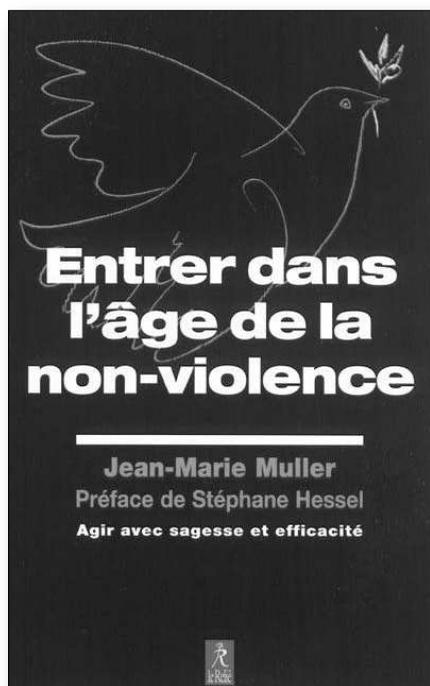
Gomita luzatu behar bazinu?

Eskoletan erakusten ez den "GURE" Historia hurbilaren berri ukan nahi huke? Eta hori guzia molde dinamiko, kritiko, artistiko, ironiko bezain praktiko batean? Itsasuko kabalkada ez zan/kala nihundik huts egin irakurle! Irriz itzulipurdikatuko hauen ikusgarri aberats bat eskainiko di(n)agu, izan edukieraren dibertsifikazioan (bertsu, dan-tza, antzerki-tobera, musika, kantu, makilari eta aintza guziak, herriko gizaldi eta gizaldi guziekin...) ala gaiaren sakontasunean (Frantzia haundiko istorio ttipiak, iragana gaurregungoarekin parekatzen duen kariatara didaktikoa). Ikus entzunezko momentu goxo bat eskainia izanen zaun/k, hiretzat, hire bikotearentzat, hire pietun, buraso, osaba-izeba eta medikuarentzat espresuki antolatua. Irakurle, hire beha gaitun/k!!!



"Herri oso bat biltzen, ta biziartzten du Kabalkada-Tobera batek. Urte batez belau-naldi guziak proiektu handi horren inguruan lanean ari dira, harreman azkarrak sortzen dira, eta emaitza pollita izaitea bezain inportantea ikusten dut elkartzeko hau. Kabalkada azkenean bilakatzen da denen emaitza bat, bakotxarena. Honetan da emaiten diodan balorea. Gero bixtan dena denek espero dugu ederra izanen dela emaitza eta ikusleen gostukoa, kontrakoa erraitea gezurra liteke." (Beñat Lascano, Toberaren idazlea)

Agir avec sagesse et efficacité



Fondateur du Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN), Jean-Marie Muller enracine depuis près de cinquante ans sa réflexion sur la non-violence dans de nombreux faits et gestes. Dans son dernier ouvrage «*Entrer dans l'âge de la non-violence*», il met l'accent sur la nécessité de sortir de l'idéologie dominante qui structure notre société : «*la violence légitime et honorable*».

Au fil des pages, dans un style clair et très pédagogique, il détricote les doctrines de la violence légitime et propose dans un même temps de construire une philosophie de la non-violence. Mais plus qu'une philosophie, Jean-Marie Muller présente la non-violence comme une stratégie de lutte et de combat. Loin du pays des Bisounours dans lequel certains veulent cantonner l'action non-violente, il s'agit là de proposer des moyens de résistance et d'engagement pour agir efficacement contre l'injustice et la négation des droits.

«Le non de «non-violence» n'est pas une non de négation de la violence. Il est un non d'indignation. Un non de révolte. Un non de résistance. La non-violence devient alors une force à opposer à la violence et «l'espérance devient possible. Difficile, fragile, incertaine, parfois douloureuse, car elle reste lourde de toutes les souffrances des hommes, mais possible».

L'avenir appartient à la non-violence (Préface de Stéphane Hessel)

La première fois que j'ai rencontré Jean-Marie Muller, c'était en octobre 1993 lors d'une table ronde que j'animais pour susciter un dialogue entre des Prix Nobel de la Paix et des responsables d'Organisations Non Gouvernementales. Depuis, nous avons eu d'autres occasions de mieux nous connaître. Fondateur du Mouvement pour une Alternative Non-violente, sa réflexion sur la non-violence s'enracine dans de nombreuses actions auxquelles il a participé en faveur de la justice et de la paix aussi bien en France qu'à l'étranger. Dans cet écrit, il souligne avec insistance l'urgence de rompre avec l'idéologie de «la violence nécessaire, légitime et honorable» qui, selon lui, structure la culture dominante de nos sociétés. Dans le même temps, il nous invite à construire une philosophie de la non-violence qui soit «la pierre angulaire d'une culture de la non-violence». J'adhère profondément à l'idée que, face aux défis auxquels nous sommes confrontés en ce début du XXI^e siècle, il est urgent de «re-penser la violence à la fois comme idéologie et comme stratégie, pour penser la non-violence à la fois comme philosophie et comme stratégie».

Ce qui caractérise principalement la pensée de Jean-Marie Muller – etc., c'est en cela qu'il est particulièrement convaincant –, c'est qu'il veut conjuguer dans une même démarche la sagesse de la non-violence comme la requête d'un sens à l'histoire et la stratégie de l'action non-violente comme la recherche d'une efficacité dans l'histoire.

La non-violence, c'est le bel agir !

Loin des malentendus et des contresens qui prévalent encore dans notre société sur un tel sujet, il exprime avec force sa conviction que «la justification décisive» de la non-violence, c'est qu'elle «permet de réconcilier l'exigence morale et le réalisme politique». Tout à l'opposé d'un moralisme facile, l'exigence éthique de la non-violence invite chacun à assumer ses responsabilités dans les risques de l'action. La non-violence est un agir : «Elle est le bel agir».

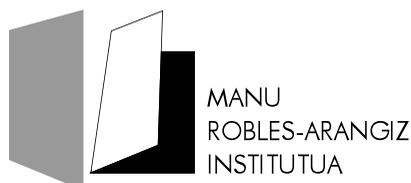
Convaincre par la persuasion...

et si besoin contraindre par l'action directe

La non-violence dont il fait l'éloge ne discrédite ni le conflit ni la lutte, mais au contraire elle les réhabilite comme des moments nécessaires pour combattre l'injustice et rétablir le droit. Car, comme il le souligne si justement, le non de la non-violence est certes «un non d'indignation», mais surtout il est «un non de résistance». Dans un premier temps, l'action non-violente vise à convaincre l'adversaire par des moyens de persuasion, mais si nécessaire, dans un second temps, elle cherche à le contraindre par la mise en oeuvre de tous les moyens d'action directe qu'elle met à notre disposition, de la simple manifestation à la désobéissance civile. (...)

Ne plus cultiver le désir de violence

Jean-Marie Muller n'a pas l'illusion de croire que la non-violence nous promet un quelconque âge d'or. «Non seulement l'histoire continuera, écrit-il avec lucidité, mais elle continuera d'être une tragédie. (...) Le désir de violence ne sera pas éradiqué du coeur des hommes, mais il ne sera plus cultivé.» Et nous comprenons bien que, déjà, cette perspective peut apporter de salutaires changements pour notre avenir. La violence n'est pas une fatalité et il appartient aux jeunes générations d'«inventer tous les possibles de la non-violence».



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

tagne, nous avons mis tout le poids de R&PS dans la négociation avec Europe Ecologie, à partir de la décision du Congrès de Mouans-Sartoux de 2011 fixant comme objectif de négocier une circonscription éligible en Bretagne. Mais n'oublions pas que c'était une circonscription très difficile, et que l'UDB et Paul Molac ont « conduit la barque » avec beaucoup de brio politique. Bravo à eux !

Pour R&PS, c'est une satisfaction considérable d'avoir fixé un objectif commun lors du Congrès de Mouans-Sartoux, et de l'avoir atteint, comme nous l'avions fait en 2008 à Corti pour mon élection au Parlement européen. Aujourd'hui, nous comptons un député européen, un député au Palais Bourbon, une vingtaine de Conseillers régionaux. Cette représentativité élève incontestablement notre niveau d'action politique.

Enb.: La participation d'EELV au gouvernement de Jean-Marc Ayrault entraîne-t-elle logiquement RPS dans la majorité présidentielle?

F.A.: Paul Molac a rejoint logiquement le groupe écologiste à l'Assemblée Nationale, et nous avons donc participé aux premiers pas de l'actuelle majorité gouvernementale. Comme tous les mouvements politiques, nous sommes dans l'attente des orientations qui seront finalement celles de François Hollande et de sa majorité, notamment, pour ce qui nous concerne plus particulièrement, le « troisième acte de la décentralisation » qui figurait dans ses promesses de campagne, tout comme la ratification de la Charte européenne des Langues régionales et minoritaires.

R&PS mènera à Biarritz les débats qui définiront son action politique dans l'année qui vient. Il nous faudra peser autant que possible sur les débats autour de la future réforme institutionnelle que doit initier la gauche, trente ans après les premières lois de décentralisation. Dans ce cadre, on conçoit bien la plus-value que la Fédération représente pour chacune de ses composantes, en étant à même de porter une démarche cohérente à l'échelon de l'Etat. Pour l'avenir, nous verrons bien si nos attentes sont suffisamment prises en compte, ou si la tradition jacobine d'une partie de la gauche continue de bloquer l'Etat français dans sa posture « républicaine » si particulière en Europe. Nous ne pourrions être de cette majorité que si des avancées substantielles interviennent, et particulièrement pour ce qui concerne la prise en compte des réalités spécifiques, historiques et culturelles, de nos peuples.

Enb.: Quels sont les grandes lignes de ses universités d'été et ses invités majeurs? Sont-elles ouvertes au public?

F.A.: Elles découlent des priorités politiques que je viens de décrire, et de leur déclinaison naturelle pour nos organisations en

Euskadi-Iparralde. L'Université d'été, qui, par nature, est ouverte au public, abordera la question de la Collectivité territoriale spécifique que nous voulons voir créer rapidement pour le Pays Basque, afin de faire le point de la mobilisation, et pour fixer un plan d'action à ce sujet, avec le concours de Jakes Bortayrou, et les témoignages de la sénatrice socialiste Frédérique Espagnac et de Christine Bessonart, présidente du Biltzar des communes du Pays Basque. Ce sera le premier thème abordé. Puis nous nous saisirons du processus historique en cours au sud pour parvenir à un règlement politique de la question basque, avec l'éclairage de l'universitaire Eguzki Urteaga, du député aux Cortès d'Amairu Jon Inarritu, membre d'Aralar et de la députée forale d'Alaba pour Bildu et EA, Lorena Lopez de Lacalle. Ce sujet est très sensible au niveau européen, dans le cadre du Basque Friendship que j'anime à Bruxelles.

Enfin, la troisième partie de cette Université d'été sera consacrée au processus de ratification de la Charte Européenne des

Langues Régionales, qui est un engagement explicite de François Hollande, et que nous devons faire en sorte de mettre à l'agenda rapproché de la nouvelle majorité à Paris. L'Intergroupe des députés européens représentant des « minorités » culturelles et nationales a écrit au nouveau Président de la République pour le féliciter de cet engagement, et lui demander d'accélérer sa mise en oeuvre. Nous devons définir une démarche collective à ce sujet à Biarritz, et ce troisième thème sera abordé avec le soutien officiel du groupe parlementaire l'Alliance Libre Européenne.

Le Congrès, qui aura lieu lors de la dernière journée, le jeudi, est consacré aux organisations, à leurs militants et sympathisants. Nous y débattons de la crise actuelle en Europe, et de tous les sujets d'actualité.

Pour répondre précisément à votre question, l'accès aux débats de l'Université d'été les 21 et 22 août est totalement libre, et il se fait sous la responsabilité des organisations membres au moment du Congrès proprement dit le 23 août.

Le programme de l'Université d'été

Lundi 20 août

18h

- Accueil des participants et Réception à la mairie de Biarritz.

Mardi 21 août

9h30 - 12h30

- Accueil et intervention de Gustave Alirol, conseiller régional d'Auvergne et président de RPS

- **La revendication d'une institution spécifique pour le Pays Basque.** "Acte III de la décentralisation: il faut une collectivité territoriale Pays basque".

1Historique présenté par Jakes Bortayrou, membre d'AB.

Intervenantes:

1Frédérique Espagnac, sénatrice PS,

1Christine Bessonart, président du Biltzar des communes du Pays Basque.

Table-ronde avec la participation des représentants des partis politiques.

Débat ouvert à la salle.

14h 30 - 17h 30

- *Le Processus de paix: le printemps basque?*

1Présentation du débat par François Alfonsi, député européen et du sujet par Eguzki Urteaga, universitaire à Bordeaux III et à Gasteiz.

Intervants:

1Jon Inarritu, député Amairu au parlement de Madrid, membre d'Aralar,

1Lorena Lopez de LaCalle, députée forale

d'Araba pour Bildu, membre d'EA.

1Joseba Garay, membre d'AB.

Table-ronde avec la participation des représentants des partis politiques. Débat ouvert à la salle.

Mercredi matin 22 août

9h30 - 12h30

- "Langues minoritaires : tenir les engagements pris"

1Paul Molac, député RPS,

1David Grosclaude, chargé des langues régionales du conseil régional d'Aquitaine

1Bernat Joan i Mari, sociolinguiste, ancien député ERC, ancien responsable de la politique linguistique de la Generalitat de Catalunya.

Table-ronde avec la participation de représentants des structures défendant les droits linguistiques.

Débat ouvert à la salle.

Mercredi après-midi 22 août

16h

- Visite de la Députation forale de la province de Gipuzkoa à Donostia avec Ikerne Badiola, députée forale Bildu, membre d'EA, chargée du département de la Culture, de la Jeunesse et des sports

Jeudi 23 août

9h30 - 12h30 et 14h - 16h

Congrès ouvert aux membres des partis politiques de RPS.

Communication des motions à l'issue des travaux.

Souveraineté alimentaire en Euskal Herria

Maite Goienetxe, coordinatrice de l'association B.L.E., Biharko lurraren elkartea, pour une agriculture biologique en Pays basque, inscrit l'action locale dans un vaste mouvement global et donne les clés d'accès démocratique aux ressources et alternative en Euskal Herria.

Crise écologique et économique obligeant, la notion de souveraineté alimentaire est plus que jamais au coeur des débats internationaux et locaux. Alors que le spectre des émeutes de la faim est à nouveau sur le devant de la scène, que la crise économique et sociale s'accroît, il semble important de revenir aux principales bases qui permettent d'assurer en partie la souveraineté alimentaire sur un territoire. Le foncier, l'eau, les semences, la présence de production animale, (pour la matière organique), la diversité de la production, les circuits courts en sont les principales données. "Manger est un souci quotidien. Hier comme aujourd'hui, tout groupe humain, s'il ne veut pas disparaître, doit s'organiser pour subvenir à ses besoins alimentaires vitaux. Ce qui était vrai il y a quelques millénaires le restera demain". Or le problème réside entre autres, dans la privatisation, dans la main mise par des multinationales sur la terre, l'eau, les semences, la génétique mais aussi dans le libéralisme économique. Pire, ces groupes

Le foncier

Au niveau mondial, 200 millions d'ha, de terres arables vendues ou louées ces dix dernières années au détriment des populations locales. C'est une véritable ruée orchestrée par des multinationales ou des pays comme la Chine ou autres. Exemple, le Kenya a signé en 2009 un accord qui prévoit la cession de 40 000 hectares de terres agricoles au Qatar. Le paiement de la dette des pays pauvres passerait-il par la vente définitive de la terre? Disposer du foncier devient un enjeu stratégique. Gérer le foncier de manière publique devient un impératif démocratique. De la FAO, aux groupes de paysans de par le monde, de nombreuses résolutions⁰ et luttes pointent aujourd'hui cette nécessité.

Autre dévoreur de foncier, la perte de la vocation agricole de ce dernier. En Ipar Euskal Herria même, plus de 1 000 ha de terre agricole (équivalent de 20 à 30 fermes) par an sont perdus du fait d'une urbanisation non maîtrisée, de constructions de logements ou d'activités peu réfléchies.



sont très actifs, font du "lobbying" au niveau des plus hautes instances politiques européennes et mondiales. Cela engendre que manger correctement, développer une autonomie alimentaire, réguler des systèmes alimentaires et économiques par des mécanismes publics devient quasi impossible. La vie devient une lutte. L'alternative passe par une relocalisation des systèmes et une adaptation régionale des politiques européennes et nationales.

Il n'y aura pas de souveraineté alimentaire ou de produire local sans maîtrise du foncier, sans politique globale d'aménagement du territoire.

L'eau

Pas de vie sans eau, c'est bien connu! Et pourtant l'accès à de l'eau potable devient un enjeu majeur sur le plan mondial. Chiffre effrayant: 1,2 milliards d'être humains n'ont pas accès à l'eau et 2 milliards n'ont pas de sys-

tème d'assainissement. L'eau est devenue la principale source de conflit avant même le pétrole. "Empêcher les Palestiniens d'accéder à l'eau est une règle intangible de l'armée d'occupation israélienne depuis la première intifada. Au plan international, l'ONU aborde fréquemment la question de l'eau et depuis Mme Albright, il n'y a pas eu un secrétaire d'État aux États-Unis qui n'ait eu une visée stratégique de l'eau". Nous voilà rassuré. Les usages sur l'utilisation de l'eau sont de plus en plus déséquilibrés. Le tourisme est le principal consommateur d'eau. "En Tunisie, le Nord est arrosé alors que le Sud et le centre sont secs. Le pouvoir central à Tunis met en oeuvre une gestion de l'eau qui permet de la transporter du nord, vers les zones touristiques au sud". Quantité et qualité d'eau sont aussi liés. Or, "les menaces sont lourdes sur les ressources en eau douce: 19 millions de produits chimiques recensés en 1998. 70 000 à 100 000 d'entre eux polluent les eaux de la planète. Selon l'Ifen (Institut français de l'environnement), 97 % des points d'observation de l'eau de surface montrent une présence vraisemblable de pesticides. En ce qui concerne les eaux souterraines 48% des points d'observation sont probablement pollués et 13% le sont certainement. Les conséquences sont nombreuses et quelques cas doivent nous amener à agir : grenouilles à 5 pattes, cancers de la peau chez l'homme liés à la présence d'arsenic..)".

Pourtant les alternatives existent. A Munich en Allemagne, la conversion de tous les agriculteurs à la bio revient à la collectivité à moins de 1 cts/m³ d'eau alors que la dépollution de l'eau en France coûte plus de 70 cts/m³ d'eau. L'agriculture biologique est un des leviers pour préserver la ressource et la qualité de l'eau. Autre levier, la gestion publique de la ressource et du traitement de l'eau. Ces deux points sont aussi à développer dans les politiques territoriales en Euskal Herria où l'enjeu eau est de plus en plus crucial (pollutions bactériologiques de certaines plages de la côte, pesticides dans la Bidouze, etc.).

Les semences

"Contrôlez l'alimentation, et vous contrôlerez les peuples", déclarait Kissinger au milieu des années soixante-dix. Les semences sont la base de l'alimentation humaine et animale. On peut disposer de foncier, d'eau, la semence constitue l'autre socle fondamental de la souveraineté alimentaire. Or, les semences sont aussi de plus en plus sous contrôle des

“L'agriculture biologique est un des leviers pour préserver la ressource et la qualité de l'eau. Autre levier, la gestion publique de la ressource et du traitement de l'eau. Ces deux points sont aussi à développer dans les politiques territoriales en Euskal Herria.”

“Disposer du foncier devient un enjeu stratégique. Gérer le foncier de manière publique devient un impératif démocratique. De la FAO, aux groupes de paysans de part le monde, de nombreuses résolutions et luttes pointent aujourd'hui cette nécessité.”

biodiversité cultivée, seul rempart à la privatisation du vivant.

La diversité de la production

Contrairement à bien d'autres régions, Euskal Herria et notamment Iparralde a su résister à la trop grande spécialisation. De multiples productions animales et végétales sont encore présentes. De la manex tête noire, à la cerise d'Itasu, en passant par le piment d'Espelette, le porc basque, la production céréalière en Navarre, où encore les vignobles, la diversité avérée est gage de complémentarité entre ateliers et de maintien d'emploi sur les petites fermes. Les retombées écono-

miques et sociales sont connues: entretien des paysages gage d'un attrait touristique notamment, maintien de la valeur ajoutée sur le territoire, etc.

Mais, comme dans beaucoup d'endroits, le Pays Basque continue à importer beaucoup de denrées alimentaires: céréales, viandes, protéines, etc. Il serait intéressant d'étudier davantage les mécanismes d'une véritable souveraineté alimentaire en Euskal Herria aussi. Un programme ambitieux d'avenir qui peut permettre d'atténuer quelque peu les méfaits de la crise sociale et environnementale.

Martinen kronika



JO de Londres : au nom des droits de l'homme !

“Aucune sorte de démonstration, ou de propagande, politique, religieuse, ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique.”

C'est ce que l'on peut lire dans un des articles de feu la Charte olympique...

Les derniers jeux auront consacré la fin de l'esprit olympique en acceptant que prévalent dans le sport des signes distinctifs religieux.

Déjà nous avons un festival de bondieuseries de la part d'athlètes qui nous gratifient sur la ligne d'arrivée de remerciements à leur idole préférée mais le Comité Olympique voulant y rajouter à permis l'irruption de femmes voilées aux Jeux de Londres!

Il en irait de la liberté de ces femmes à participer. C'est ainsi que l'on justifie le renoncement aux principes de la Charte.

Refrain connu, car tout au long de l'Histoire, c'est pour leur bien, leur protection, leur rédemption que les femmes ont été l'objet de toutes les exactions. Et, de façon absolument insupportable le CIO apporte sa pierre à l'édifice.

L'Arabie Saoudite a ouvert le bal (si l'on peut dire) et dans 4 ans d'autres pays islamistes auront la même exigence. Pourra-t-on leur refuser ce que l'on vient d'admettre pour le régime le plus sexiste de la planète? Celles qui ailleurs avaient

conquis peu à peu quelques droits se verront renvoyées aux limbes de l'obscurantisme.

Les différents printemps arabes qui ont réjoui le monde occidental, offrent déjà quelques légitimes sujets de préoccupations par rapport au recul que pourrait connaître le statut des femmes sous ces nouveaux régimes.

En 1995, à Pékin les Algériennes notamment nous avaient quasiment supplié de ne jamais accepter l'idée que pour des raisons de différence culturelle, l'obligation du voile soit quelque chose de tolérable. A l'époque, celles qui s'opposaient à ce diktat étaient au mieux passées à tabac, au pire nombre d'entre elles furent assassinées.

Alors, nos discussions de salon pour déterminer s'il vaut mieux que Wodjan Ali Serag Abduiharim Shahakrhani soit présente avec son voile ou interdite de JO puisque ne respectant pas la Charte Olympique ont tendance à me mettre en transes.

C'est la liberté de vivre, d'exister de millions de femmes que nous remettons ainsi en cause, ce sont leurs droits légitimes et fondamentaux que nous foulons au pied! Au nom des dieux, de la loi des pères et des frères, et dans l'indifférence la plus tragique. Au creux de la chaleur d'un été qui sera marqué par la fin de l'Olympisme moderne...

multi nationales telles Monsanto.

Dans la constitution française même, produire ses propres semences pour un paysan n'est plus un droit mais un "privilège". L'échange, le don, la vente de semences entre paysans sont interdits. Seuls quelques vides juridiques permettent encore des brèches. Le maïs en est l'exemple le plus probant du Mexique à Euskal Herria. Comment est-on passé de multitudes de variétés de maïs dites de "population" (ou fermières, ou paysannes) que les paysans ont sélectionnées et re-semées d'une année à l'autre, et qui étaient adaptées au climat et au sol, tel le "grand roux basque", à des hybrides stériles qui obligent le paysan à acheter sa semence chaque année? Par des mécanismes de sélection et d'organisation orientés vers le contrôle du vivant, la privatisation du matériel génétique, la collaboration avec les promoteurs des engrais chimiques.

Les OGM ne sont qu'un pas supplémentaire dans cette spirale infernale. La cohabitation OGM/Non OGM est ici impossible. Un moratoire est en place en France. Or, nous oublions trop souvent qu'en Euskal-Herria même, dans la province de la Navarre, la culture des OGM est autorisée. Résultat: il est impossible pour les paysans bios navarrais de continuer à produire du maïs bio.

Pourtant sur le chantier de la sauvegarde des semences libres, de nombreuses initiatives de résistance existent et progressent. En Ipar Euskal Herria des producteurs de maïs, de blés panifiables, des maraîchers, des arboriculteurs, etc. maintiennent et développent la

Respect mutuel

Jean Haritschelar

Le bilinguisme français-basque ou (au choix) basque-français tant décrié à la fin du XIX^e siècle et une grande partie du XX^e comme obstacle à l'apprentissage du français pour les jeunes bascophones commençant leur scolarité semble, au contraire, favorisé de nos jours car il permet la comparaison constante entre les deux langues, à commencer par l'orthographe. Combien plus avec le trilinguisme qui ouvre sur le monde grâce à une nouvelle langue, c'est-à-dire une autre littérature, une nouvelle civilisation.

Dans l'esprit du bilingue ou du plurilingue, le respect de chaque langue doit dominer, chaque langue ayant ses règles, sa grammaire à respecter.

A titre d'exemple, entre le français et l'euskara, l'écriture du pluriel. En basque, le "k" terminal en est le signe; en français et en espagnol la lettre "s" (ou "x" uniquement en français). Quand j'écris en euskara, j'écris "ikastolak", mais en français je me refuse à écrire "les ikatolak" à cause du double pluriel, la lettre "k" en basque et l'article en français. Par contre et, contrairement à certains, en conformité avec la grammaire des deux autres langues que je connais, "les ikastolas" ou en espagnol "las ikastolas", de la manière que j'écris "les pilotaris", "les bertsularis", etc.

La lecture de certains journaux que je ne veux pas nommer, démontre à quel point les Fran-

çais eux-mêmes ignorent leur orthographe, en particulier l'usage de la majuscule et de la minuscule, comme dans le cas du locuteur et de la langue qu'il utilise. Le locuteur requiert la majuscule, la langue le minuscule. Le Français parle le français, le Basque parle le basque. On connaît l'expression "Etre toujours aux basques de quelqu'un". Aussi, j'aimerais bien qu'à titre de respect "les Français soient aux basques des Basques et de leur langue".

Il en est de même pour le "h" aspiré. Il existe en français un bon nombre de mots commençant par "h" aspiré qui empêche l'élision de l'article qui précède ou la liaison au pluriel: "les héros" et non point "lé zéros", mais par contre - frantsesaren bitxikeria - "lé zéroïnes" ainsi prononcé.

Alors, pourquoi lit-on très souvent dans la presse "d'Hendaye", "d'Hasparren" ou encore "d'Hélette", alors qu'il s'agit des communes de Hendaye, de Hasparren et de Hélette. Pourquoi le respect du "h aspiré" en français et non point en basque alors qu'il est phonétiquement utilisé.

L'euskara qui n'est pas une langue néo-latine comme le français ou l'espagnol n'a pas dans son alphabet la semi-voyelle "y" qu'elle laisse volontiers aux Grecs. Mais l'orthographe française s'étant imposée en "Iparralde", les toponymes et les anthroponymes qui normalement se terminent en "i"

“

On connaît l'expression "Etre toujours aux basques de quelqu'un".

Aussi, j'aimerais bien qu'à titre de respect "les Français soient aux basques des Basques et de leur langue".

latin, en basque sont affublés de l'"y" grec. Le toponyme Garazi a échappé à la conversion hellénique parce qu'il avait une traduction en français "Cize". L'orthographe basque mériterait d'être respectée d'autant que l'on assiste à quelques inconséquences du type "Jauréguy" mais "Jauréguiberri".

Le suffixe "ar" situe la personne dans son lieu de naissance à l'origine, puis dans son lieu de résidence. L'euskara ignorant le genre sauf en des cas très rares, le suffixe "ar" désigne aussi bien le masculin que le féminin. Rien à voir avec le suffixe français "ard", péjoratif de surcroît. A titre d'exemple les habitants de Paris ne sont pas des "Parisards", mais ceux de la banlieue sont bien des "Banlieusards". Aussi, toutes les femmes des 157 communes du Pays-Basque demandent à être mieux traitées dans leur appellation afin qu'elle ne soit pas injurieuse parce que péjorative. Il est toujours possible d'écrire: les habitants de Cambo plutôt que l'horrible "Camboardes".

Sur votre agenda

Agorrila

1Vendredi 17, 23h30, AZKAINE (Place).

Xitoak.

1Vendredi 17, 20h30, LARZABALE (Centre d'interprétation de stèles discoïdales).

Veillée sous les étoiles.

Koldo Amestoy et Claude Labat prennent appui sur les stèles pour évoquer des mythes basques et universels.

Contes, projection, bavardages informels.

1Vendredi 17, 21h, ARMENDARITZE (Salle Zuentzat). "Ohoiak", pièce de



théâtre écrite par Pantzo Hirigaray et jouée par la troupe du village d'Armentaris "Elgarrekin".

1Samedi 18, 19h, HENDAIA (Bar Sokoburu). Concert du groupe Euski.

1Samedi 18, 19h30, BAIONA (Cathédrale).

Concerts des chœurs Ahoz, Mendixola, Bizi kantuz et Etienne Rousseau. Prix: libre participation.

1Dimanche 19, 11h30, DONIBANE LOHITZUN

(Louis XIV plaza). Begiraleak.

1Dimanche 19, 16h30, ITSASU (Place du village). "Iraul'story", Itsasuko Kabalkadak.

Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

L'Université d'été RPS à Biarritz 4 et 9
Souveraineté alimentaire en Euskal Herria 10-11

● CAHIER N°2 «ALDA» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190

17^{ème} Université d'Eté de R&PS

Pays-Basque Biarritz

les 21, 22 et 23 août 2012

